

## [Texte]

As Mr. Douglas Fisher states in his article and I quote:

Again and again governments turn to such devices under pressure. They do it so often it has gone past a joke and become a bore. One wonders what all of those government departments and bureaucrats do.

He then talks about the Ontario government and goes on to state:

In Ottawa no one seems to have a count of all the creatures which Parliament has spawned and which still may or could have force. My guess is 800 or so. In the legislation grouped under the general heading of transportation there are at least forty of them. Some are big, fundamental and high profile—e.g., Air Canada, the CNR, the CTC, from crown corporation to regulatory agency, to local authority, to advisory committee, the profusion is remarkable.

Indeed, it is remarkable and contrary to statements in the *Citizen* editorial read by the Parliamentary Secretary at the meeting last night. We do not view the creation of another Crown corporation as in any way, shape or form, an acceptable excuse for an energy policy in this country. We lack an energy policy. We need an energy policy, that has been identified by groups such as the Science Council, and virtually anybody else that has looked at the problem. A new Crown corporation with such general and widespread objectives as indicated in this bill is no excuse, no excuse whatsoever, for an energy policy; it is an excuse for inaction. It is an admission of a lack of imagination to come up with alternatives. That is the second reason why we are very suspicious and very much opposed to this bill.

## • 1540

The third reason arises from the fact we are convinced—there is ample evidence, indeed a whole body of economic thought to show it—that the existence of a national petroleum company in a field which heretofore had been dominated by the private sector, could damage the private sector. Instead of assisting in the stated purpose of increasing Canada's self-sufficiency, it could damage it.

I refer to the *Financial Post* editorial of May 31, 1975, and I quote:

Because Canada's vital oil and gas industry is so heavily foreign controlled, the federal government seems bent on a policy of state participation through Petro-Canada, its proposed national petroleum corporation. But Ottawa needs to do more thinking about just what Petro-Canada is going to do and, more importantly, how it will coexist with the private companies which carry the bulk of current, and hopefully future, exploration and development.

Petro-Canada, as it is now conceived, will be capitalized at \$500 million, but able to borrow a further \$1 billion. That total is more than the invested capital of any integrated oil company except Imperial Oil.

## [Interprétation]

Comme l'affirme M. Douglas Fisher dans son article:

Les gouvernements ont sans cesse recours à ce système dès qu'il y a un problème. On n'a même plus envie d'en rire, tellement c'est fréquent. On se demande ce que font tous ces ministères et ces bureaucrates.

Il parle ensuite du gouvernement ontarien et poursuit:

A Ottawa, personne ne semble savoir combien le Parlement a engendré de ces créatures qui sont toujours probablement en existence. Je parierais qu'il y en a environ 800. Au seul chapitre des transports, on en compte au moins 40. Certains sont importants, essentiels, et très en vue, comme Air Canada, le CN ou la CCT. Cela va des sociétés de la Couronne aux organismes investis d'un pouvoir de réglementation, autorités locales, conseils consultatifs, etc.

Il est vrai que cette affirmation est tout à fait contraire aux déclarations du *Citizen* lues par le secrétaire parlementaire hier soir. Nous n'estimons pas que la création d'une autre société de la Couronne sous toute forme qu'elle soit, puisse remplacer raisonnablement une politique énergétique pour le Canada. C'est d'une telle politique que nous avons besoin. Nous avons besoin d'une politique énergétique qui a été identifiée par des groupes comme le Conseil des sciences et presque toutes les autres personnes qui se sont penchées sur le problème. Une nouvelle société de la Couronne ayant des objectifs généraux universels comme ceux mentionnés dans le bill n'est pas une excuse, pas du tout, pour une politique énergétique! C'est une excuse pour ne rien faire. On n'a pas l'imagination voulue pour trouver une solution de rechange. C'est la deuxième raison pour laquelle nous soupçonnons très fortement ce bill et nous y sommes très opposés.

La troisième raison découle du fait que nous sommes convaincus, et il y a suffisamment de preuves, toute une pensée économique le montre, que l'existence d'une société nationale du pétrole dans un domaine qui jusqu'à maintenant a été dominé par le secteur privé, pourrait nuire au secteur privé. Au lieu d'aider à réaliser l'objectif connu, à augmenter l'autosuffisance du Canada, on pourrait l'endommager.

Je me reporte à l'éditorial du *Financial Post* du 31 mai 1975 et je cite:

Étant donné que l'industrie vitale du pétrole et du gaz canadienne dépend tellement du contrôle étranger, le gouvernement fédéral semble pencher du côté d'une politique de participation d'État, par l'intermédiaire de Petro-Canada; la société nationale du pétrole l'a proposé. Mais Ottawa doit examiner davantage ce que Petro-Canada fera et, ce qui est plus important, comment elle pourra coexister avec les sociétés privées qui portent le fardeau des explorations et de l'expansion actuelle et future, nous l'espérons.

Péto-Canada, telle qu'elle est conçue actuellement, aura un capital de 500 millions de dollars mais pourra emprunter un milliard de dollars. Ce total est supérieur aux investissements de toute société de pétrole intégrée sauf Imperial Oil Limited.